

Table ronde :
« Les collectivités locales et la paix au Mali »
21 octobre 2015, 14h-17h, Conseil Régional d'Île-de-France, Paris

Synthèse proposée par Cités Unies France

Cette table-ronde, co-présidée par le président de la région de Tombouctou et le président du groupe-pays Mali de Cités Unies France, était organisée en partenariat avec le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) et la représentation française à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), avec l'appui du Conseil Régional d'Île-de-France.

Cette rencontre avait pour principaux objectifs de prendre la mesure du volet décentralisation de "l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali", parachevé en juin 2015, et de préparer la participation des collectivités maliennes, soutenues par leurs homologues européennes, à la « Conférence pour le Développement du Mali : Les régions du Nord au coeur de la consolidation de la paix et de la relance économique », le lendemain au siège de l'OCDE.

Étaient présents : Une délégation significative de collectivités maliennes, conduite par les 3 associations nationales de collectivités, des représentants de la Plateforme du Nord Mali et de la Coordination des mouvements de l'Azawad, des représentants de l'Etat malien, des collectivités françaises et européennes. Plusieurs partenaires techniques et financiers, engagés au Mali en appui à la décentralisation ont également participé. (cf. liste des participants en annexe).

La décentralisation, partie intégrante de l'Accord, est perçue par tous comme l'un des piliers du processus de réconciliation et garante de stabilité et de développement harmonieux à long terme.

Les représentants des collectivités maliennes sont apparus globalement satisfaits de cet accord, qui intègre la plupart de leurs revendications liées à la gouvernance et à la démocratisation du pays. A cette fin, la question de la révision de la Constitution est posée pour acter la décentralisation et donner un pouvoir législatif à la deuxième chambre. Les représentants maliens estiment que cette refondation de la gouvernance doit être moteur du développement. Il s'agit de faire des exécutifs régionaux et des agences régionales de développement, des acteurs clés du développement socio-économique et culturel du pays. Les capacités des collectivités, en particulier la maîtrise d'ouvrage, d'assurer la délivrance des services publics locaux, doivent leur permettre de lutter contre le cloisonnement et le désœuvrement des populations et de favoriser leur résilience sociale. Finalement, comme le rappelle le Président de la région de Kidal, c'est la confiance du peuple dans les institutions qu'il s'agit de regagner. Cette confiance est essentielle pour la mobilisation des ressources propres des collectivités, comme le montre l'expérience menée par la coopération suisse avec la commune urbaine de Koutiala.

Néanmoins la transcription juridique de l'Accord, sera décisive pour la pérennisation du nouveau système politique, et par conséquent concentre les inquiétudes des participants. Ils ont salué les objectifs financiers ambitieux consistant au transfert de 30% des recettes de l'Etat aux collectivités d'ici 2018. Cependant sur les termes de l'accord les participants ont insisté sur l'importance de clarifier le périmètre des compétences de toutes les institutions (agence de développement, régions, Etat, etc.) et de doter les collectivités notamment du Nord, d'outils juridiques et financiers réels pour garantir leur libre administration – parmi ces outils une réforme fiscale paraît incontournable à l'échelle locale.

C'est un constat similaire qu'ont fait la Plateforme du Nord et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), en insistant fortement sur un transfert total et effectif des compétences aux élus régionaux, sans entrave du gouverneur. Ils ont simultanément exprimé un message de paix et de volonté de coopérer, et ont présenté leurs excuses pour les torts faits à la population. Ils se sont dit également satisfaits de cet accord et félicitent le travail de diffusion par les présidents de régions.

Le représentant de la France à l'OCDE a, quant à lui, réaffirmé le soutien et l'appui constant de la communauté internationale, garante de l'Accord de paix. Cependant, plusieurs participants ont jugé cette aide internationale non suffisamment coordonnée ni adaptée aux enjeux du territoire, souffrant d'un manque de dialogue avec les acteurs locaux. Ils appellent à repenser la stratégie de développement local prenant davantage en compte la structure sociale du pays, en y intégrant notamment les femmes et les jeunes, qui ont été des acteurs importants du conflit. La Région Rhône-Alpes, qui a maintenu ses relations avec la région de Tombouctou tout au long de la crise, a également estimé essentiel pour les partenaires techniques et financiers, de prendre davantage en compte les autorités locales légitimement élues. La valorisation de leur action et de leur rôle permettra une meilleure planification de l'aide et des politiques publiques sur de vastes territoires.

A l'issue de cette table ronde, les participants ont unanimement approuvé la « **Déclaration des collectivités maliennes et non maliennes le 21 octobre 2015, à l'attention des hauts représentants de la conférence OCDE du 22 octobre 2015** » : « **Les collectivités : piliers essentiels de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix & la Réconciliation au Mali, issu du Processus d'Alger** ».

*Synthèse réalisée avec l'appui d'Amaury Parelle,
à partir de l'enregistrement de la séance,
fourni par les services du Conseil régional d'Île-de-France*

ANNEXES

- Programme indicatif de la table ronde
- Liste des participants et excusés

Documents supplémentaires diffusés aux participants lors de la réunion* :

**disponibles sur demande ou prochainement téléchargeables sur le site internet de Cités Unies France :*
<http://www.cites-unies-france.org/LES-COLLECTIVITES-LOCALES-ET-LA>

- Note de présentation de la table ronde
- Note conceptuelle de la conférence internationale de l'OCDE du 22 octobre 2015
- Texte de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger
- « Les collectivités : piliers essentiels de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix & la Réconciliation au Mali, issu du Processus d'Alger - Déclaration des collectivités maliennes et non maliennes le 21 octobre 2015, à l'attention des hauts représentants de la conférence OCDE du 22 octobre 2015 » : téléchargeable en suivant le lien : <http://www.cites-unies-france.org/LES-COLLECTIVITES-LOCALES-ET-LA>
- « 2^{ème} atelier sur l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali – Quelles réformes institutionnelles pour la mise en œuvre effective de l'Accord ? », Rapport exécutif de l'Association des Municipalités du Mali, oct. 2015
- Présentation (diaporama) de l'Agence Régionale des Hauts Bassins (Burkina Faso), ARD des Hauts-Bassins et Conseil régional Rhône Alpes

PRÉSENTS *

*Liste non exhaustive, veuillez nous signaler toute erreur ou omission

N.	Nom / Last name	Prénom / Firstname	Organisme / Organisation	Fonction / Function	Pays/Country
1	ABDOULAHY	Alfadoulou	COLLECTIF DES MALIENS DE LA REGION RHONE ALPES - CMRA	Président	Mali - France
2	AG IKNAME	Akory	AGENCE NATIONALE D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - ANICT	Directeur général	Mali
3	AG MOHAMED	A.	COORDINATION DES MOUVEMENTS DE L'AZAWAD	Représentant	Mali
4	AUDUC	Arnaud	CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES	Chargé de mission	France
5	BAH	Boubacar	ASSOCIATION DES MUNICIPALITES DU MALI	Président, Maire de la Commune V de Bamako	Mali
6	BLANC	Florent	ECOLE DE LA PAIX		France
7	BLOCH	Jean-Mathieu	Coopération suisse (SDC) / Berne	Desk Mali	Suisse
8	BORELLA	Camille	CITES UNIES France	Institutions européennes	France
9	BOULINEAU	Céline	CONSEIL REGIONAL D'AUVERGNE	Responsable du Service coopération internationale	France
10	CHAUVEAU	Guy-Michel	CITES UNIES France - PRESIDENT GROUPE-PAYS MALI	Député-maire de La Flèche	France
11	CLAVIER	Frédéric	MAEDI / Mission des questions économiques, de reconstruction et de développement	Ambassadeur, Chef de la Mission	France
12	COULIBALY	Mohamed	OXFAM	Directeur pays	Mali
13	DEBLOCCQ	Christian	COURT SAINT ETIENNE	Directeur général honoraire	Belgique
14	DEDESSUS-LE-MOUSTIER	Ivan	CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES	Responsable de la coopération internationale	France
15	DEMBELE	Siaka	ASSOCIATION DES REGIONS DU MALI	Président, Président de la région de Segou	Mali
16	DENOT	Jean-Jacques	THIONVILLE	Comité de jumelage Thionville-Gao	France
17	DIAKITE	Youssef	ASSOCIATION DES MUNICIPALITES DU MALI	Directeur Exécutif	Mali
18	DIAKITE	Abdoulaye	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO	Président	Mali
19	DIAKITE	Mamadou Satigui	HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	Président	Mali
20	DORÉ	Mathieu	SANTÉ DIABETE	Conseiller stratégie	France
21	DUFLY	Odile	CONSEIL REGIONAL NORD PAS DE CALAIS	Chargée de mission	France
22	FANETTI	Elena	VNG International	Associate Expert	Pays-Bas

PRÉSENTS *

*Liste non exhaustive, veuillez nous signaler toute erreur ou omission

N.	Nom / Last name	Prénom / Firstname	Organisme / Organisation	Fonction / Function	Pays/Country
23	FELSINA	Lydia	CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE	Chargée de mission aux relations internationales	France
24	FORT	Bertrand	MAEDI/DAECT	Délégué pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales	France
25	GALLET	Bertrand	CITES UNIES France	Directeur général	France
26	GOURNAY	Denis	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT	Expert technique international de la coopération française au Mali	France
27	GRÜNEWALD	François	GROUPE URD	Directeur général et scientifique	France
28	HAAB	Rachel	CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES	Directrice Europe Relations Internationales et Coopération	France
29	IBRAHIM	Mohamed	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU	Président	Mali
30	MAHAMADI	Agori	COORDINATION DES MOUVEMENTS DE L'AZAWAD	Représentant	Mali
31	MAIGA	A.	Plateforme du Nord	Représentant	Mali
32	MAIGA	Homeny Belco	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL	Président	Mali
33	JEAN	Didier	CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE	Directeur des Relations Internationales	France
34	JULIEN	Hélène	MAEDI/DBM/GOUV	Rédactrice Mission de Stabilisation	France
35	KOUKOU	Constance	CITES UNIES France	Afrique	France
36	LALOGÉ	Michel	COMMISSION EUROPEENNE/DEVCO	Director General, Head of Sector Local Authorities : CSO-LA	Union Européenne
37	LE MOAL	Romain	CONSEIL REGIONAL DU CENTRE VAL DE LOIRE / Direction de la Coopération Internationale	Chargé de mission Afrique - Enseignement supérieur	France
38	LEBRET	Joël	MAEDI/DAECT	Conseiller	France
39	LEFEUVRE	Sébastien	CONSEIL DEPARTEMENTAL D'ILE ET VILAINE	Service coopération décentralisée	France
40	MEDINA	Felicia	CITES UNIES France	Amérique latine	France
41	MESTRE	Christophe	CIEDEL		France
42	MEYER	Béatrice	Coopération suisse (SDC) / Bamako	Directrice résidente du Bureau de la coopération Suisse à Bamako	Suisse
43	MEYER	Pascal	CONSEIL REGIONAL DU CENTRE VAL DE LOIRE	Directeur de coopération internationale	France
44	MJATI	Zine-Eddine	EVRY	Chargé de mission auprès du Cabinet du Maire	France
45	MOREIRA	Véronique	CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES	Vice-Présidente, déléguée à la Solidarité Internationale	France

PRÉSENTS ***Liste non exhaustive, veuillez nous signaler toute erreur ou omission*

N.	Nom / Last name	Prénom / Firstname	Organisme / Organisation	Fonction / Function	Pays/Country
46	MUSSETTA	Ophélie	MAEDI / Centre de Crise et de Soutien	Rédactrice Mission de Stabilisation	France
47	OUATTARA	Alassane	BURKINA FASO / AGENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES HAUTS-BASSINS	Directeur	Burkina Faso
48	OULD-ISSA	Marie-France	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION D'EVRY CENTRE ESSONNE	Référente coopération décentralisée	France
49	PARELLE	Amaury	CITES UNIES FRANCE		France
50	PITEAU	Anne-France	MAEDI / Centre de Crise et de Soutien	Rédactrice Mission de Stabilisation	France
51	PRAT	Alain	CERNY	Adjoint au Maire, Président association AIGOUMA	France
52	SADOULET	David	AMBASSADE DE FRANCE AU MALI	Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle (COCAC)	France
53	SALL SECK	Oumou	GOUNDAM	Maire	Mali
54	SCHLOSSER	Daniel	MAEDI / Représentation permanente auprès de l'OCDE	Conseiller	France
55	SEYOUM	Elisabeth	CITES UNIES France	Administration	France
56	SISSOKO	Abdoulaye	RÉGION DE KAYES		Mali
57	SYLL	Ousmane	CERCOOP	Directeur	France
58	TANDIA	Fatoumata	AMBASSADE DU MALI EN FRANCE	Conseillère	Mali
59	THIAM	Samba	DHP		Mali
60	TIMBO	Dr Modibo	ASSOCIATION DES CONSEILS DE CERCLE DU MALI - ACCM	Président	Mali
61	TOSCHI	Massimo	Région Toscane	Conseiller du Président de la Région Toscane sur les questions internationales	Italie
62	TOURÉ	Salerhoum	CONSEIL REGIONAL DE GAO	Maire de BARA, représentant le Président du Conseil régional	Mali
63	VERMENOT	Jean-Didier	RESEAU DES PARTENAIRES DE KIDAL		
64	VILTARD	Yves	CIEDEL		France
65	YUGIL	Magide	CITES UNIES France	Administration	France

EXCUSÉS ***Liste non exhaustive, veuillez nous signaler toute erreur ou omission*

N.	Nom / Last name	Prénom / Firstname	Organisme / Organisation	Fonction / Function	Pays/Country
2	AMICHIA	François	UEMOA - CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	Président	UEMOA
3	AURACHER	Tim	Coopération allemande (GIZ)		Allemagne
4	BARBIER	Julia	Association des Maires de France (AMF)	Conseillère	France
5	BAROIN	François	Association des Maires de France (AMF)	Président	France
6	BECHU	Christophe	ANGERS	Maire	France
7	BESSAC	Patrice	MONTREUIL	Maire	France
8	BINEAU	Virginie	Eau Vive	Directrice adjointe	France
9	BUDO		Barcelone	Elue	Espagne
10	CHOLÉ	Frédéric	MAEDI / Centre de Crise et de Soutien	Mission de Stabilisation	France
11	DE LA VARGA MAS	Octavi	Barcelone/Direcció de Relacions Internacionals	Directeur des Relations Internationales	Espagne
12	DI DONATO	Rose-Marie	RESACOOP	Directrice	France
13	DI LORETO	Philippe	LYON	Responsable du pôle coopération décentralisée	France
15	GLOANEC-MAURIN	Karine	CONSEIL REGIONAL DU CENTRE VAL DE LOIRE	Vice-présidente du Conseil régional	France
16	HARTZ	Jean	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION D'EVRY CENTRE ESSONNE	Vice-Président, Chargé de la coopération décentralisée	France
17	HUBERSON	Gilles	AMBASSADE DE France AU MALI	Ambassadeur	France
18	HURE	Arnaud	CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE	Chargé de mission aux relations internationales	France
19	KOUYATE	Amadou	LA FLECHE	Adjoint au Maire	France
20	LE BOUGEANT	Didier	CONSEIL DEPARTEMENTAL D'ILLE ET VILAINE	Conseiller départemental	France
21	LEGENDRE	Jacques	SENAT - groupe d'amitié	Sénateur	France
22	MAKHLOUF	Kader	Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF)	Chargé de mission	France
23	MANGELAIRE	Jean-François	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION D'EVRY CENTRE ESSONNE	Directeur des RI	France
24	OLMEDO	Alexandre	MAEDI/DAOI	Rédacteur	France
25	PETIT	Kurt	Coopération Belge (CTB)		Belgique
26	REBOUL	Christian	OXFAM	Chargé de plaidoyer	

EXCUSÉS ***Liste non exhaustive, veuillez nous signaler toute erreur ou omission*

N.	Nom / Last name	Prénom / Firstname	Organisme / Organisation	Fonction / Function	Pays/Country
27	RESCHE-RIGON	Florent	PLATFORMA - CCRE/CEMR	Project Officer	
28	REZNIK	Claude	MONTREUIL	Adjoint délégué à la coopération décentralisée	France
29	ROMERO	Roberto	CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE	Vice-président délégué aux relations internationales	France
30	SANDY	Mohamed	ASSOCIATION DES REGIONS DU MALI	Directeur	Mali
31	SAUBION	Mélanie	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE	Chargée de coopération Mali	France
32	SBAI	Majdouline	CONSEIL REGIONAL NORD PAS DE CALAIS	Vice-Présidente chargée de la coopération décentralisée	France
33	SEGAL	Sylvain	CONSEIL DEPARTEMENTAL D'ILLE ET VILAINE	Chef service coopération décentralisée	France
34	THOLEN	Paul	COOPERATION DES PAYS BAS AU MALI	Chef de la Coopération	Pays-Bas
35	TSCHAEGLÉ	Christel	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE	Cheffe du service coopération décentralisée	France